

mes remarques correspondent à plusieurs de ses recommandations. J'estime que le simple fait que le Gouvernement ait décidé d'envoyer une mission spéciale dans le Commonwealth des Antilles, bien que cette décision ait été prise avant la publication du rapport de notre comité, indique cependant que le Gouvernement canadien est averti du thème du rapport selon lequel il est nécessaire d'entretenir un dialogue étroit avec les gouvernements du Commonwealth des Antilles. J'espère sincèrement que l'étude de mon rapport par le Gouvernement canadien l'amènera à prendre d'autres mesures positives.

Comme je le disais, j'ai fait un rapport. Mes collègues sont saisis de mes recommandations et en discutent présentement.

Je ne crois pas mal à propos d'ajouter que les intérêts du Canada sont bien servis dans cette région par nos hauts commissaires et les fonctionnaires en poste, ainsi que par les particuliers canadiens que j'ai rencontrés et qui travaillent sous l'égide de programmes d'assistance, d'institutions religieuses ou d'entreprises commerciales, ainsi que dans d'autres sphères d'activité. J'ai été frappé par la recommandation du comité sénatorial, à laquelle je souscris, de donner une priorité particulière au choix de personnes qualifiées pour représenter le Canada dans la région. D'après ma propre expérience, nous pouvons être fiers du dévouement et de la compétence dont fait preuve notre personnel actuellement en mission dans les Antilles ou qui s'occupe ici au Canada de nos relations avec les Antilles.

Je le répète, les chefs de ces pays comptent toujours sur le Canada. Ce sont de petites entités du monde moderne, assaillies par des problèmes extérieurs et intérieurs, craignant la domination du grand voisin, conscientes du fait que la Grande-Bretagne s'oriente vers une association plus étroite avec l'Europe, et essayant d'établir des liens plus étroits avec l'Amérique latine. Du côté des Antilles, également, nos longues relations historiques avec elles, leur proximité sur le plan géographique, ainsi que le volume du tourisme, du commerce, des investissements et de l'aide disponible, ont créé entre nous des rapports particuliers qu'il ne faut pas négliger. Que cela nous plaise ou non, et de quelque façon que nous voulions le définir, nous avons évidemment avec le Commonwealth et les Antilles un lien qui n'a pas son pareil dans les autres parties du monde.

En parlant des pays antillais du Commonwealth, je n'ai pas voulu donner l'impression qu'il s'agit d'un tout homogène. L'une des impressions les plus frappantes qui me restent de mon voyage, ce sont les différences qu'on y trouve. Ces pays sont très différents les uns des autres par leur topographie, leur économie, leur stade de développement. Il est clair qu'ils doivent édifier leur propre destinée politique; et ils le font, grâce à l'appareil national et à des formules de collaboration régionale plus étroite, dont font foi des institutions telles CARIFTA, la Banque de développement des Antilles, WIAS et d'autres encore. Quant à nous, nous devons, bien entendu, juger où sont nos propres intérêts et priorités. Tout ce que je veux dire par là, c'est que, de fait, nous avons des relations spéciales avec ces pays du Commonwealth, que nous devrions y accorder un soin tout particulier dans le cadre de notre politique extérieure, et que, dans notre propre intérêt bien compris, nous devrions conserver et encourager.

Je me suis formé une très haute opinion des gouvernements et des habitants de ces pays, où j'ai passé beaucoup de temps depuis septembre. Avec